

1. Introduction

Ce chapitre présente les résultats du questionnaire diffusé auprès des référent-es ORD (Open Research Data) des hautes écoles de la HES-SO entre mars et mai 2026. Réalisée à l'aide de la plateforme Qualtrics, cette enquête en ligne visait à compléter l'analyse documentaire et l'analyse du jeu de données de monitoring des dépôts (HES-SO, 2025) par un recueil des perceptions et des pratiques telles qu'elles s'expriment au plus près du terrain institutionnel.

Le questionnaire a été conçu pour répondre à trois objectifs intermédiaires du mémoire :

- caractériser l'état actuel de la gestion et de la diffusion des données de recherche dans les hautes écoles
- identifier les besoins et les freins perçus par les acteur-rices en charge de l'accompagnement
- recueillir des préférences quant à l'organisation à privilégier à l'échelle de la HES-SO

L'analyse présentée dans ce chapitre porte exclusivement sur la description des résultats. La mise en perspective avec la littérature et avec les autres sources mobilisées est reprise dans le chapitre de discussion.

Au total, 18 personnes ont répondu au questionnaire. Le nombre de répondant-es varie cependant selon les questions, en raison à la fois d'un mécanisme d'embranchement conditionnel (les questions Q7a et Q9 ne s'affichaient que pour les personnes ayant déclaré l'existence d'un dispositif ou d'un accompagnement) et d'une attrition modérée au fil du questionnaire. Les effectifs sont systématiquement indiqués sous chaque figure et tableau. Les questions ouvertes font l'objet d'un traitement thématique présenté en fin de chapitre.

2. Profil des répondant-es

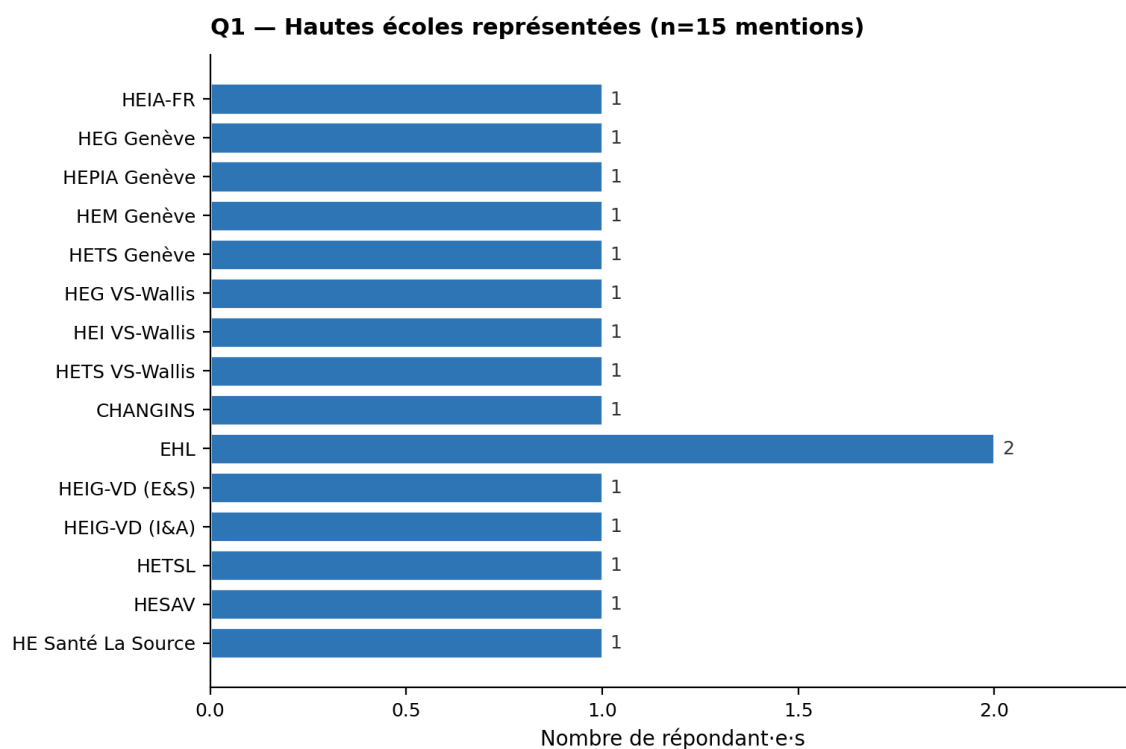


Figure 1 Répartition des répondant·e·s par haute école (n = 15 hautes écoles, 18 répondant·e·s)

Sur les dix-huit personnes ayant participé à l'enquête, quinze hautes écoles distinctes de la HES-SO sont représentées, ce qui couvre une part substantielle du paysage institutionnel et garantit une diversité disciplinaire appréciable. L'Ecole hôtelière de Lausanne (EHL Hospitality Business School) est représentée par deux référent·e·s, de même que la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du canton de Vaud (HEIG-VD), dont les deux domaines (Economie & Services d'une part, Ingénierie & Architecture d'autre part) ont répondu séparément. Les six domaines de la HES-SO sont représentés dans l'échantillon.

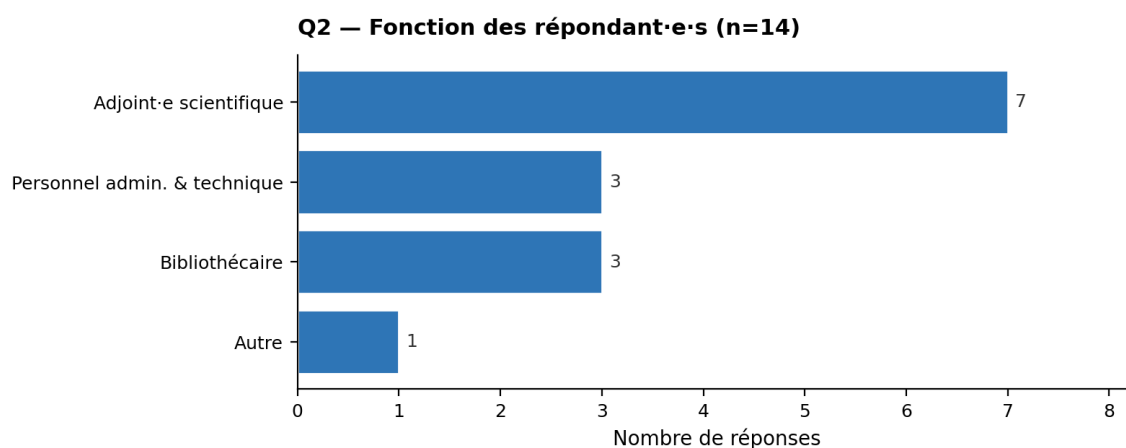


Figure 2 Répartition des répondant·e·s par fonction (n = 14)

Les fonctions occupées par les répondant·e·s reflètent la diversité des configurations institutionnelles observée à la HES-SO en matière d'ORD. La moitié de l'échantillon (50 %, n = 7) est composée d'adjoint·e·s scientifiques, fonction que l'on retrouve le plus souvent en interface entre la direction de la recherche et les

équipes de terrain. Le personnel administratif et technique (21 %, n = 3) et les bibliothécaires (21 %, n = 3) constituent les deux autres catégories principales, témoignant du rôle joué par les services support et les bibliothèques dans la prise en charge des questions d'accompagnement à la gestion des données. Une personne s'est déclarée en tant que « chargé-e de recherche ».

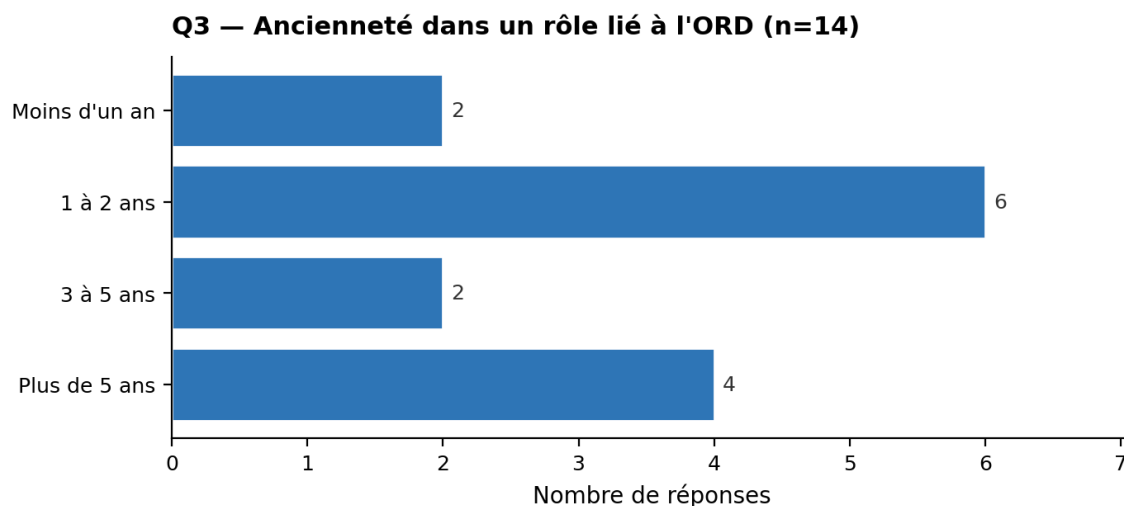


Figure 3 Ancienneté dans un rôle lié à l'ORD (n = 14)

L'ancienneté dans un rôle lié à l'ORD témoigne d'une fonction encore récente dans la majorité des hautes écoles : 14 % des répondant-es (n = 2) exercent ce rôle depuis moins d'un an, 43 % (n = 6) depuis un à deux ans, soit une majorité (57 %) avec moins de trois ans d'expérience. À l'inverse, 29 % (n = 4) comptent plus de cinq ans dans ce rôle. Cette distribution suggère que la professionnalisation de la fonction est en cours, avec une bascule générationnelle encore récente.

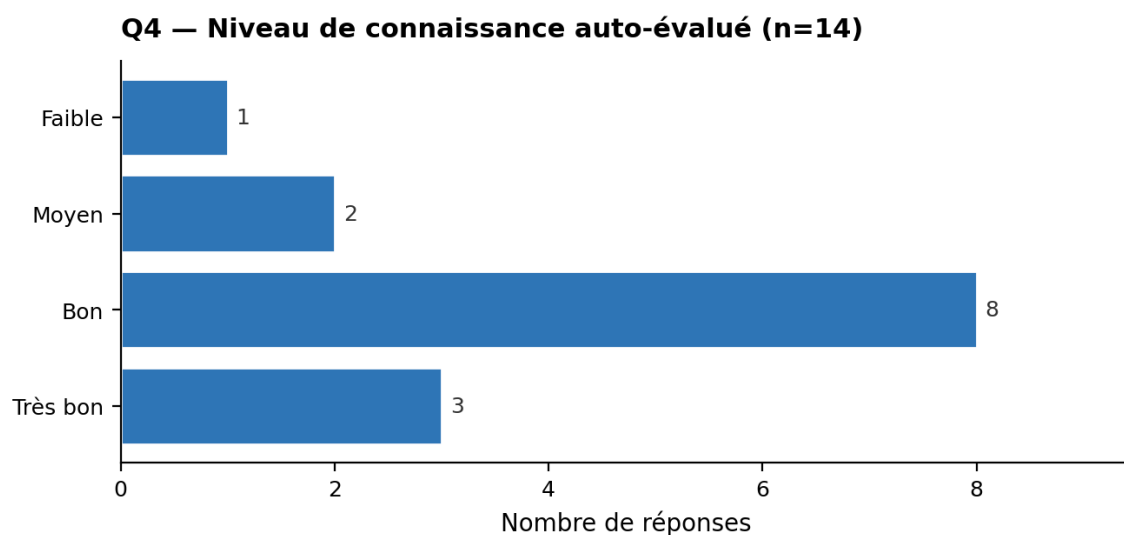


Figure 4 Niveau de connaissance auto-évalué des pratiques ORD (n = 14)

Interrogé-es sur leur niveau de connaissance des pratiques de gestion et de diffusion des données de recherche dans leur propre haute école, 57 % des répondant-es (n = 8) déclarent un « bon » niveau et 21 % (n = 3) un « très bon » niveau. Cette auto-évaluation, qui confère une forte crédibilité aux réponses recueillies par la suite, doit néanmoins être interprétée avec précaution, car la

nature même du rôle de référent-e ORD favorise probablement un biais de surestimation.

3. Etat des lieux dans les hautes écoles

3.1 Une structuration encore largement informelle

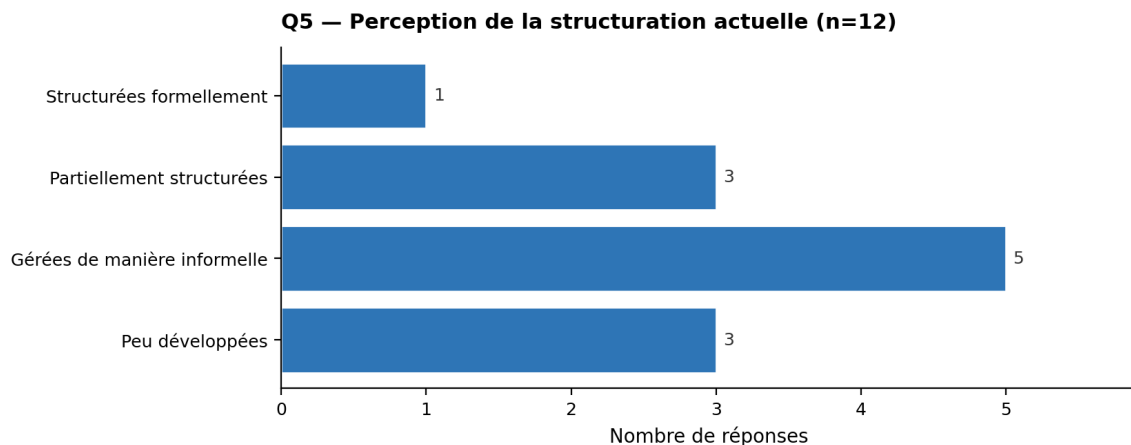


Figure 5 Perception de la structuration actuelle de la gestion et de la diffusion des données (n = 12)

La question de la structuration actuelle de la gestion et de la diffusion des données de la recherche (Q5) constitue probablement le résultat le plus parlant de l'enquête. Sur les douze réponses recueillies, une seule personne (8 %) considère que la gestion des données dans sa haute école est aujourd'hui « structurée de manière formelle ». À l'opposé, 42 % (n = 5) jugent qu'elle est « gérée de manière surtout informelle » et 25 % (n = 3) qu'elle est « peu développée ». Les 25 % restants (n = 3) considèrent qu'elle est « partiellement structurée ». En d'autres termes, deux tiers des référent-es décrivent une situation qui demeure soit fragmentaire, soit largement dépendante de pratiques individuelles ou d'arrangements implicites.

3.2 Des dispositifs présents mais hétérogènes

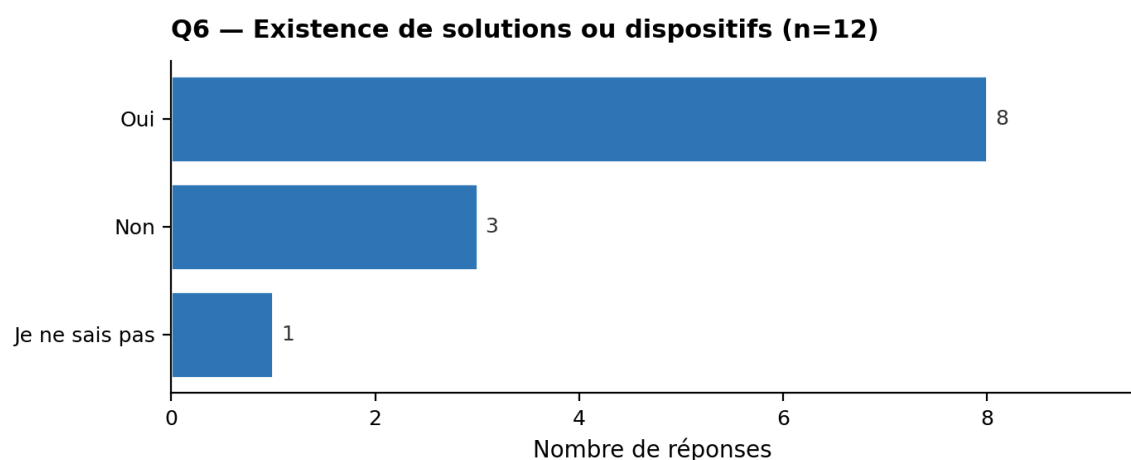


Figure 6 Existence de solutions ou dispositifs (n = 12)

L'enquête révèle néanmoins qu'une majorité de hautes écoles dispose effectivement de solutions ou de dispositifs pour gérer ou diffuser les données de recherche : 67 % des répondant-es (n = 8) répondent « oui » à la question Q6, 25 % (n = 3) répondent « non » et 8 % (n = 1) déclarent ne pas savoir. Il ne s'agit donc pas d'une situation de désert technique, mais plutôt d'un écart entre l'existence d'outils et leur intégration dans un cadre formel.

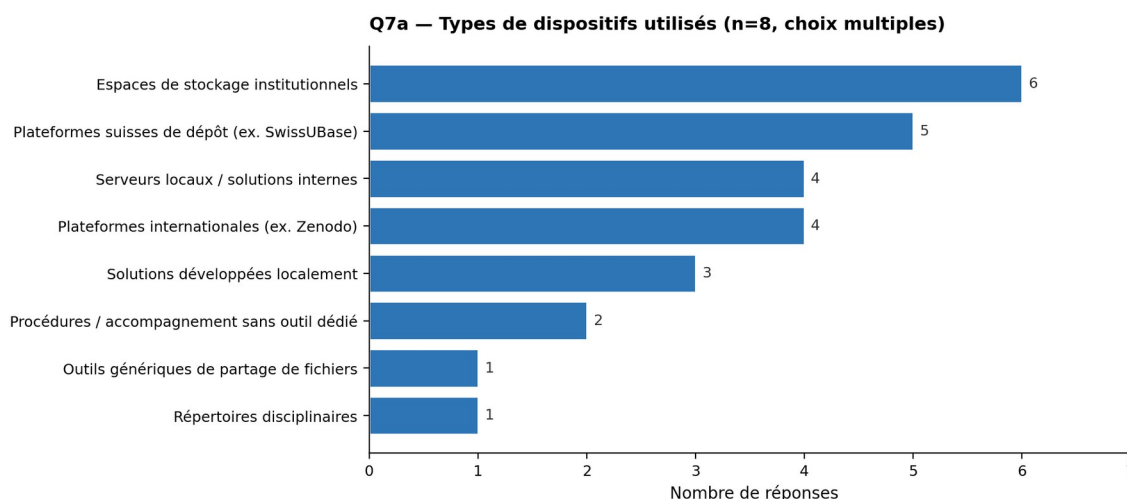


Figure 7 Types de dispositifs utilisés (choix multiples, n = 8)

Lorsque l'on examine la nature de ces dispositifs (Q7a, posée uniquement aux répondant-es ayant déclaré l'existence d'un dispositif, n = 8), l'image qui se dessine est celle d'un paysage très diversifié. Les espaces de stockage institutionnels arrivent en tête (75 %, n = 6), suivis par les plateformes suisses de dépôt telles que SwissUBase ou FORS (63 %, n = 5), les serveurs locaux et solutions internes (50 %, n = 4) et les plateformes internationales du type Zenodo (50 %, n = 4). Trois hautes écoles déclarent avoir développé des solutions localement (38 %). Plus rares sont les recours aux outils génériques de partage de fichiers (13 %) ou aux répertoires disciplinaires (13 %).

Ce résultat appelle deux commentaires. D'une part, il met en évidence la coexistence, dans le même établissement, de solutions de natures différentes : stockage interne pour le travail quotidien, dépôts thématiques ou internationaux pour la diffusion. La gestion et la diffusion des données ne s'appuient donc pas sur un dispositif unique, mais sur un assemblage qui interroge la cohérence d'ensemble. D'autre part, la place importante des plateformes suisses (63 %) et des plateformes internationales (50 %) confirme l'inscription de la HES-SO dans deux logiques complémentaires : une logique d'écosystème national (Yareta, OLOS, SwissUBase, FORS) et une logique d'ouverture internationale (Zenodo, instances InvenioRDM).

3.3 Un accompagnement présent mais ponctuel

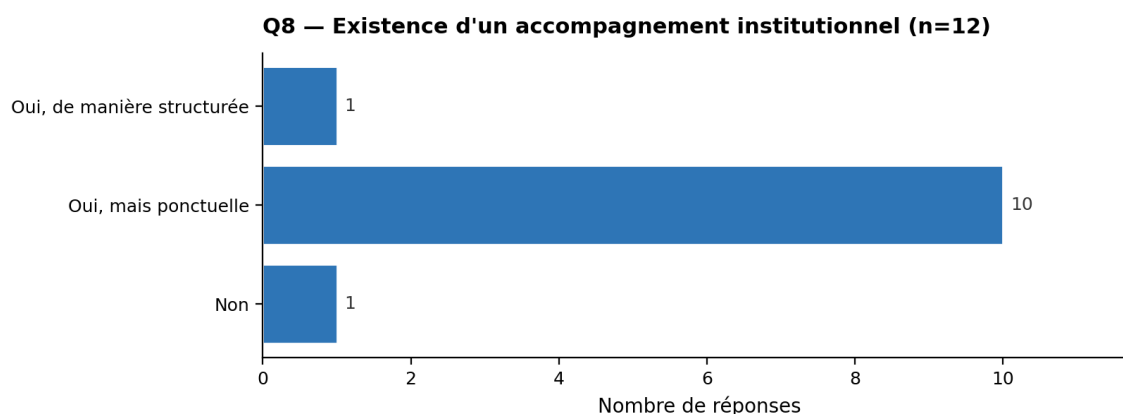


Figure 8 Existence d'un accompagnement institutionnel (n = 12)

À la question portant sur l'existence d'un accompagnement institutionnel en matière de gestion des données de la recherche (Q8), 83 % des répondant-es (n = 10) répondent qu'un tel accompagnement existe mais qu'il est délivré de manière ponctuelle. Seule une haute école (8 %) déclare disposer d'un accompagnement structuré ; une autre (8 %) déclare ne pas en disposer. Il signifie qu'à l'heure actuelle, dans la quasi-totalité des hautes écoles représentées, l'accompagnement à la gestion des données existe, mais qu'il n'est pas inscrit dans un cadre formel de service institutionnel.

Ce diagnostic conjugué (structuration informelle, dispositifs multiples non coordonnés, accompagnement ponctuel) constitue la principale photographie issue du questionnaire et donne tout son sens à la suite de l'analyse, consacrée aux besoins et aux freins exprimés par les référent-es.

4. Besoins identifiés

4.1 Une matrice d'importance dominée par la conformité et la sécurité

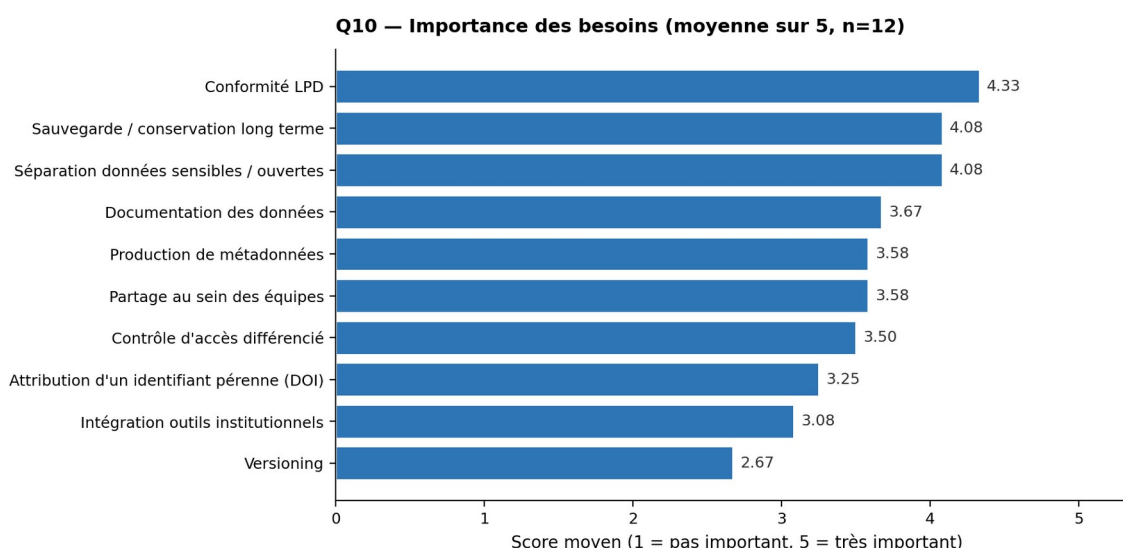


Figure 9 Importance moyenne accordée aux besoins (échelle 1 à 5, n = 12)

La question Q10 invitait les référent-es à évaluer, sur une échelle de 1 (« pas important ») à 5 (« très important »), une série de dix besoins relatifs à la gestion

des données dans leur haute école. Les scores moyens obtenus font apparaître une nette polarisation.

Trois besoins se détachent au-dessus de la moyenne de 4 : la conformité avec la législation suisse sur la protection des données (LPD), qui obtient le score le plus élevé (4,33), la sauvegarde et la conservation à moyen et long terme (4,08), et la séparation entre données sensibles et données ouvertes (4,08). Ces trois éléments partagent une même logique, ils relèvent de la protection des données et de la responsabilité institutionnelle plus que de la diffusion à proprement parler.

Un second groupe de besoins, situé entre 3,25 et 3,67 sur l'échelle, regroupe la documentation des données (3,67), la production de métadonnées (3,58), le partage des données au sein des équipes (3,58), le contrôle d'accès différencié (3,50) et l'attribution d'identifiants pérennes de type DOI (3,25). Ces items, qui correspondent aux fonctionnalités essentielles d'un dépôt conforme aux principes FAIR, sont considérés comme importants mais non prioritaires au regard de la conformité juridique. Les deux besoins les moins bien notés concernent l'intégration avec les outils institutionnels existants (3,08) et le versioning des jeux de données (2,67).

4.2 Une hétérogénéité disciplinaire largement reconnue

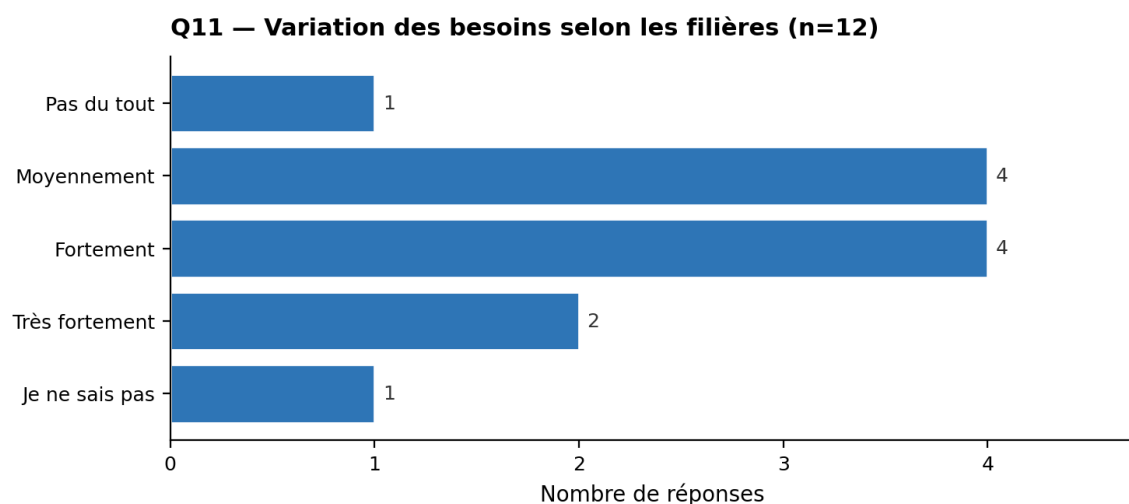


Figure 10 Variation des besoins selon les filières, instituts ou équipes (n = 12)

La question Q11 interroge explicitement la variation des besoins selon les filières, les instituts ou les équipes de recherche. La moitié des répondant-es (50 %) considère que ces besoins varient « fortement » (33 %, n = 4) ou « très fortement » (17 %, n = 2). Un tiers (33 %, n = 4) parle d'une variation « moyenne », tandis qu'une seule personne estime qu'il n'y a pas de variation. Cette reconnaissance large d'une hétérogénéité disciplinaire invite à privilégier des dispositifs paramétrables et des modèles de gouvernance ouverts à l'adaptation par domaine ou par filière.

4.3 Des besoins prioritaires d'abord humains et organisationnels

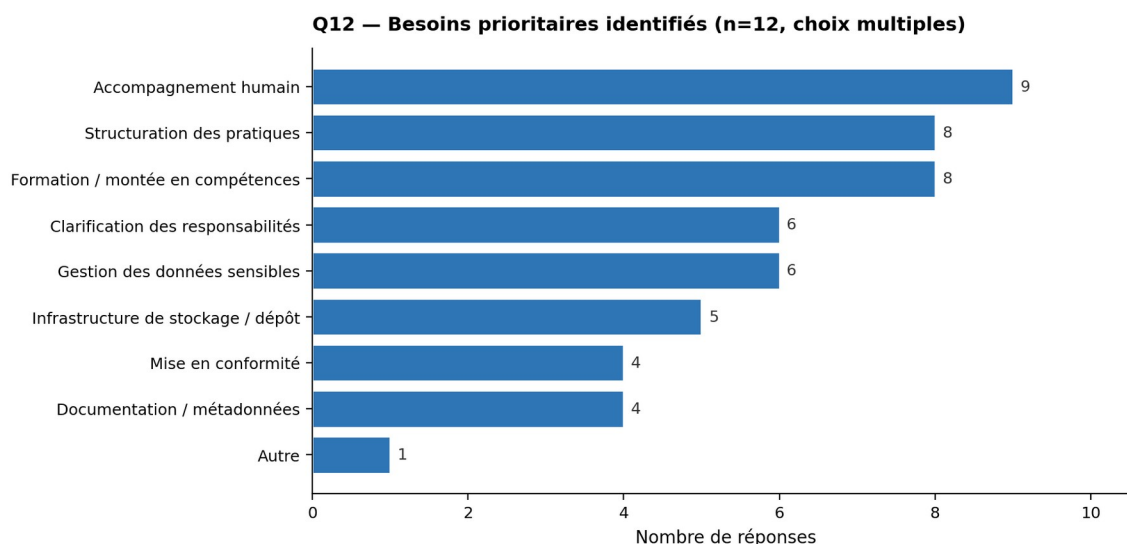


Figure 11 Besoins prioritaires identifiés (choix multiples, n = 12)

La question Q12, à choix multiples, demandait aux référent-es d'identifier les besoins les plus prioritaires aujourd'hui. L'accompagnement humain est cité par 75 % des répondant-es (n = 9), suivi par la structuration des pratiques (67 %, n = 8) et la formation et montée en compétences (67 %, n = 8). La clarification des responsabilités et la gestion des données sensibles arrivent ensuite ex æquo (50 %, n = 6). L'infrastructure de stockage ou de dépôt n'est citée que par 42 % des répondant-es (n = 5).

Ce résultat constitue probablement le retournement de perspective le plus important du questionnaire, lorsque l'on demande aux référent-es ce qui leur manque le plus, ce ne sont pas les outils techniques qui sont mentionnés en premier mais bien les ressources humaines, les démarches structurantes et les compétences.

5. Freins et obstacles perçus

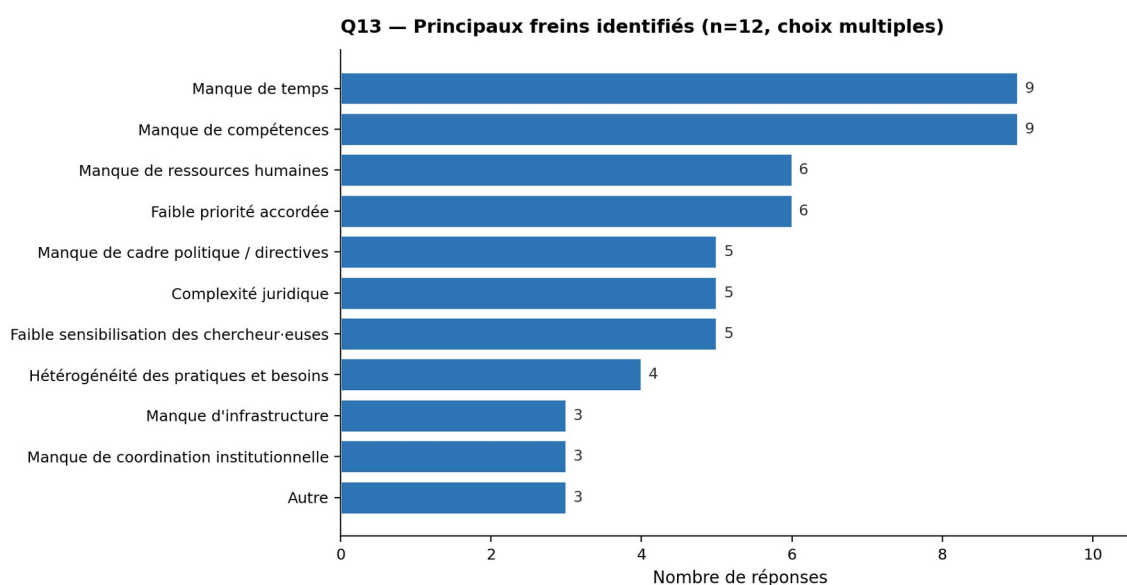


Figure 12 Principaux freins identifiés (choix multiples, n = 12)

L'analyse des freins identifiés par les référent-es (Q13) confirme et renforce le constat précédent. Deux freins arrivent en tête, à égalité avec 75 % des suffrages (n = 9) : le manque de temps et le manque de compétences. Le manque de ressources humaines et la faible priorité accordée à ces enjeux viennent immédiatement après (50 %, n = 6). Suivent, à des niveaux comparables (42 %), le manque de cadre politique ou de directives claires, la complexité juridique liée à la protection des données et la faible sensibilisation des chercheur-ses. Le manque d'infrastructure adaptée n'est cité que par 25 % des répondant-es, ce qui confirme que les difficultés majeures sont d'ordre humain, organisationnel et politique avant d'être d'ordre technologique.

Trois verbatims libres viennent compléter cette liste fermée. Le premier pointe un « manque de moyens financiers », le deuxième un « manque de clarté et de pédagogie dans la documentation institutionnelle », et le troisième reconnaît que « c'est tout, mais à des degrés de priorité différents ».

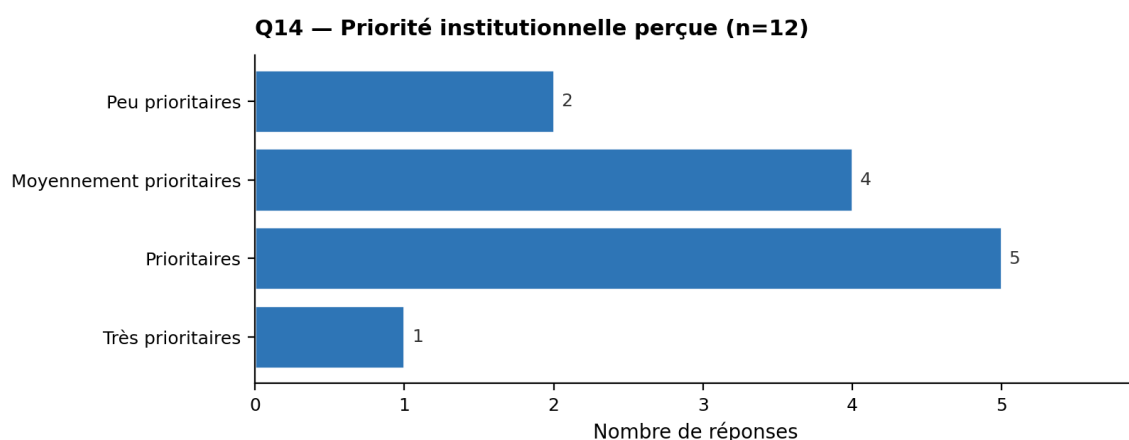


Figure 13 Priorité institutionnelle accordée aux enjeux de données de recherche (n = 12)

La question Q14 portait sur la priorité institutionnelle perçue. Si 50 % des répondant-es (n = 6) estiment que ces enjeux sont aujourd'hui « prioritaires » (42 %, n = 5) ou « très prioritaires » (8 %, n = 1), un tiers (33 %, n = 4) parle d'une priorité « moyenne » et 17 % (n = 2) estiment que ces enjeux sont peu prioritaires. Il existe donc un écart résiduel entre la reconnaissance de l'importance du sujet et le niveau de priorité effectivement accordé par les directions.

6. Perspectives d'organisation à l'échelle HES-SO

6.1 Une majorité claire en faveur d'une approche hybride

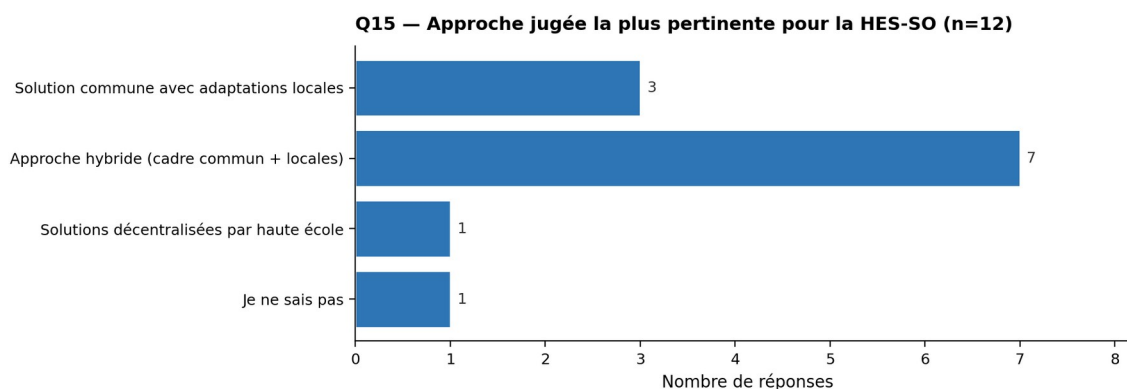


Figure 14 Approche jugée la plus pertinente pour la HES-SO (n = 12)

Interrogé-es sur l'approche la plus pertinente pour la HES-SO (Q15), 58 % des répondant-es (n = 7) se prononcent en faveur d'une approche hybride combinant un cadre commun et des solutions locales. Une minorité importante (25 %, n = 3) plaide pour une solution commune avec des adaptations locales. Une seule personne se prononce en faveur de solutions surtout décentralisées par haute école et une personne déclare ne pas savoir. Ni le tout-centralisé ni le tout-décentralisé ne sont jugés pertinents par la communauté des référent-es.

6.2 Un niveau de coordination à privilégier : les domaines

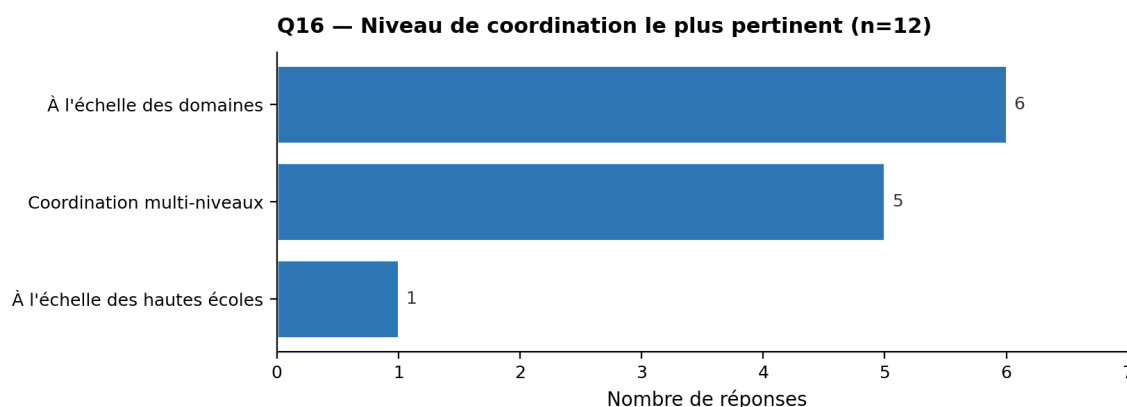


Figure 15 Niveau de coordination jugé le plus pertinent (n = 12)

Cette préférence pour l'hybride se traduit, à la question Q16 portant sur le niveau de coordination, par une convergence vers l'échelle des domaines (50 %, n = 6) et la coordination multi-niveaux (42 %, n = 5). Seul-e un-e répondant-e (8 %) considère que la coordination devrait être organisée principalement à l'échelle des hautes écoles. Ce résultat conforte l'idée d'une gouvernance qui s'appuie sur les domaines disciplinaires comme niveau pertinent d'organisation.

6.3 Une grille de critères pour évaluer les solutions

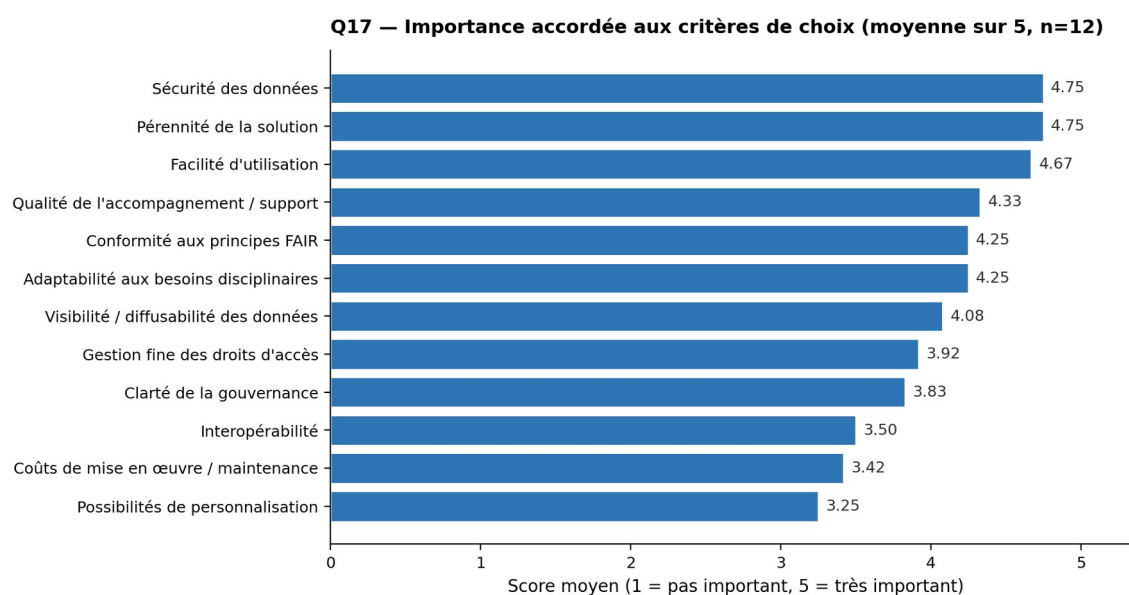


Figure 16 Importance accordée aux critères de choix d'une solution (moyenne sur 5, n = 12)

La question Q17 invitait les référent-es à hiérarchiser, sur une échelle de 1 à 5, l'importance d'une douzaine de critères dans le choix d'une solution de gestion et de diffusion des données. La hiérarchie obtenue pourra servir, dans le chapitre suivant, de grille pondérée pour la comparaison entre solutions candidates.

Trois critères dominent l'évaluation, avec des scores moyens supérieurs à 4,5 : la sécurité des données (4,75), la pérennité de la solution (4,75) et la facilité d'utilisation (4,67). La communauté demande à la fois de la robustesse et de l'accessibilité. Vient ensuite un deuxième groupe (entre 4,08 et 4,33) qui rassemble la qualité de l'accompagnement et du support (4,33), la conformité aux principes FAIR (4,25), l'adaptabilité aux besoins disciplinaires (4,25) et la visibilité et diffusabilité des données (4,08).

Le bas du classement est tout aussi instructif. La gestion fine des droits d'accès (3,92), la clarté de la gouvernance (3,83), l'interopérabilité (3,50), les coûts de mise en œuvre et de maintenance (3,42) et les possibilités de personnalisation (3,25) sont jugés moins prioritaires. Pour les référent-es, la valeur d'une solution se mesure avant tout à sa sécurité, à sa pérennité et à sa simplicité d'usage.

Tableau 1 Hiérarchie des critères de choix selon les référent-es ORD (Q17, n = 12)

Critère	Score moyen	Rang
Sécurité des données	4,75	1
Pérennité de la solution	4,75	1
Facilité d'utilisation	4,67	3
Qualité de l'accompagnement / support	4,33	4
Conformité aux principes FAIR	4,25	5
Adaptabilité aux besoins disciplinaires	4,25	5
Visibilité / diffusabilité des données	4,08	7

Critère	Score moyen	Rang
Gestion fine des droits d'accès	3,92	8
Clarté de la gouvernance	3,83	9
Interopérabilité	3,50	10
Coûts de mise en œuvre / maintenance	3,42	11
Possibilités de personnalisation	3,25	12

7. Enjeux principaux : analyse thématique des réponses ouvertes

La question ouverte Q18 invitait les répondant-es à formuler, en quelques lignes, ce qui constitue selon eux-elles l'enjeu principal à traiter aujourd'hui pour améliorer la gestion et la diffusion des données de la recherche à la HES-SO. Treize répondant-es ont fourni une réponse. L'analyse thématique de ces verbatims fait émerger cinq grands axes de préoccupation.

7.1 Distinction gestion / diffusion et niveau pertinent d'organisation

Plusieurs répondant-es insistent sur la nécessité de ne pas traiter au même niveau la gestion (orientée vers les pratiques internes à un projet de recherche) et la diffusion (orientée vers le partage et la publication des données). L'idée d'un partage des responsabilités entre les hautes écoles, la HES-SO et le niveau national disciplinaire est suggérée comme moyen de mutualiser les ressources.

« On ne peut pas traiter la gestion ET la diffusion au même niveau. La gestion des données doit se faire au niveau école ; la diffusion (= open research data) peut éventuellement s'imaginer au niveau de la HES-SO, en collaboration avec les écoles. La diffusion devrait idéalement se faire à un niveau disciplinaire national pour mutualiser les ressources et prendre en compte les besoins propres. »

7.2 Politique, stratégie et engagement des directions

Un deuxième axe concerne le portage politique du sujet par les directions et la nécessité d'une stratégie HES-SO plus claire et plus contraignante qu'actuellement.

« Avoir une politique et une stratégie claires et plus contraignantes qu'actuellement, proposer des solutions centralisées mais éventuellement adaptables pour les différents domaines. »

7.3 Ressources humaines et accompagnement de proximité

La question des ressources humaines revient avec force dans les verbatims, accompagnée d'exemples concrets. Plusieurs répondant-es plaident pour des data managers dédié-es au sein des écoles ou pour un renforcement des ressources humaines centrales HES-SO.

« À titre d'exemple, je dispose actuellement de 50 heures par an pour ce mandat, ce qui est nettement insuffisant au regard des enjeux. »

« Avoir des ressources au sein de l'école pour un data manager qui puisse réellement accompagner les équipes, et impliquer plus formellement les différents services (juridique, technique, communication, archivage) afin d'avoir une équipe qui a le temps et les ressources pour un véritable suivi des dossiers en fin de projet. »

7.4 Formation, sensibilisation et orientation des chercheur-ses

Le besoin d'un cadre de formation dédié, parfois différencié par domaine disciplinaire, est exprimé à plusieurs reprises. La sensibilisation des chercheur-ses dès la conception des projets est régulièrement soulignée.

« Un cadre de formation dédié doit être développé pour chaque domaine disciplinaire, avec des modules de formation en gestion des données destinés aux professeur-es, aux collaborateur-trices ainsi qu'aux étudiant-es engagé-es dans un projet de Bachelor ou de Master. »

« Création d'un "arbre de décision" qui permettent, en posant des questions, d'arriver au bon exemple ou au bon outil (de très nombreuses ressources existent et il est difficile de s'y retrouver). »

7.5 Spécificités disciplinaires et solutions techniques adaptées

Plusieurs verbatims insistent sur la nécessité de reconnaître les spécificités disciplinaires, en particulier celles des sciences humaines et sociales et des approches qualitatives, parfois mal couvertes par les solutions existantes. Une réponse identifie spécifiquement la demande d'outils de gestion s'appuyant sur l'intelligence artificielle et compatibles avec les exigences éthiques liées aux données sensibles.

« AI supported solutions for data management (transcription, qualitative data analysis) that can be used with sensitive data. Today the super solutions are on the market and researchers are tempted to use, but are not allowed due to ethical and data protection issues. Forces could be joined to have faster and better solutions ! »

Pris dans leur ensemble, ces verbatims confirment et nuancent les résultats issus des questions fermées. Ils confirment l'importance du couple gouvernance / ressources humaines déjà identifié. Ils nuancent en pointant la diversité des configurations disciplinaires et la nécessité d'articuler les niveaux (haute école, domaine, HES-SO, national) plutôt que de chercher une solution unique.

8. Synthèse des résultats

L'enquête menée auprès des référent-es ORD de la HES-SO permet de dégager cinq constats principaux qui structureront la discussion et les recommandations de ce travail.

- La gestion et la diffusion des données de recherche restent, dans la majorité des hautes écoles, peu structurées : deux tiers des référent-es décrivent une situation soit informelle, soit peu développée, et l'accompagnement, s'il existe presque partout, demeure ponctuel dans 83 % des cas.
- Les besoins exprimés sont dominés par la protection des données (conformité LPD, séparation données sensibles et ouvertes, sauvegarde à

long terme) qui prend le pas, dans la hiérarchie, sur les fonctionnalités classiquement associées à un dépôt FAIR (documentation, métadonnées, DOI).

- Les besoins prioritaires identifiés sont d'abord d'ordre humain et organisationnel : accompagnement, structuration des pratiques et formation arrivent en tête, loin devant l'infrastructure technique. Cette priorité est confirmée par l'analyse des freins, qui pointe le manque de temps et de compétences.
- La communauté des référent-es exprime une nette préférence pour une approche hybride combinant un cadre commun HES-SO et des adaptations locales (58 %), avec une coordination privilégiée à l'échelle des domaines (50 %) ou multi-niveaux (42 %).
- La grille des critères de choix d'une solution est dominée par la sécurité, la pérennité et la facilité d'utilisation, devant l'accompagnement, la conformité FAIR et l'adaptabilité disciplinaire. Les coûts et la personnalisation arrivent en queue de classement.

Ces cinq constats serviront de base à la mise en perspective présentée dans le chapitre suivant, où ils seront croisés avec les résultats de l'analyse documentaire, du jeu de données de monitoring HES-SO 2025 et de la comparaison des solutions techniques candidates.